

Cisjordanie : retrait israélien d'ici un an

L'armée partira avant le 28 février 1998

LA MÉDIATION, dimanche 12 janvier, du roi Hussein de Jordanie - qui a longuement rencontré, à la demande des Etats-Unis, Yasser Arafat et Benyamin Nétanyahou - a permis de relancer les discussions israélo-palestiniennes à propos de l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. Les négociations étaient dans l'impasse depuis que M. Nétanyahou avait indiqué que des retraits militaires ultérieurs de Cisjordanie par les Israéliens devraient être repoussés de vingt mois, en violation des accords signés en 1995, à Washington. Les Palestiniens, qui avaient jugé qu'Israël sabotait le processus de paix en avançant une telle exigence, auraient accepté au cours des entretiens avec le roi Hussein que ces retraits ne soient repoussés que de dix mois par rapport au calendrier prévu. Ces évacuations pourraient donc s'achever dans un délai d'un an, à partir du 28 février 1997.

Ce compromis entre Israéliens et Palestiniens devrait faciliter la

conclusion du plan d'évacuation partielle de la ville d'Hébron par l'armée israélienne, avec près d'un an de retard sur l'échéancier prévu par les accords de 1995. L'évacuation partielle israélienne devrait commencer une semaine après le paraphe du compromis et se terminer dans un délai d'une semaine. Alors que les deux délégations poursuivaient leurs échanges, lundi matin, on évoquait, de source palestinienne, la perspective d'une situation au cours de la journée.

La renégociation, souhaitée par M. Nétanyahou, du plan arrêté à l'époque par les travailleurs laisse-rait cependant de côté certains points sur lesquels les délégations israélienne et palestinienne n'étaient toujours pas parvenues à une entente, dimanche soir 12 janvier, et notamment la question de la surveillance du Caveau des Patriarches, un lieu saint vénéré à la fois par les juifs et par les musulmans.

Lire pages 5 et 30

La droite unanime rejette la retraite à cinquante-cinq ans

Le gouvernement temporise sur les stages diplômants



LES RÉFORMES nécessaires pour lutter contre le chômage, particulièrement celui des jeunes, sont au centre des débats internes à la majorité. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, a assuré au « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 12 janvier, que les stages diplômants ne seront pas mis en place s'ils n'ont pas l'accord des syndicats d'étudiants.

Or, pour Raymond Barre, pour Edouard Balladur et pour René Monory, c'est d'audace, au contraire, que le pouvoir devrait faire preuve pour soutenir la croissance économique et favoriser l'emploi, sans craindre de heurter les « conservatisme » que Jacques Chirac avait dénoncés le 12 décembre 1996 sur TF 1. Tous se retrouvent, en revanche, avec le président de la République, pour condamner l'idée d'étendre la retraite à cinquante-cinq ans à d'autres professions que celles qui en bénéficient déjà.

Lire pages 6 et 7 et notre éditorial page 16



« L'Horreur économique »

DEPUIS sa publication en octobre 1996, *L'Horreur économique*, essai de l'écrivain Viviane Forstner, connaît un succès tel qu'il doit être traité comme un phénomène de société. Le cri de désespoir d'une profane a rencontré un écho inattendu dans l'opinion. C'est ce qui a conduit « Le Monde Economie » à s'interroger sur les raisons qui ont permis à plus de 150 000 acheteurs de ce livre d'y retrouver l'expression de leur malaise face aux difficultés du temps, aux interrogations sur « la fin du travail » et à l'impuissance parfois arrogante des économistes.

Lire notre supplément pages I à XIV

Airbus devient une société anonyme

Les quatre partenaires sont parvenus à s'entendre. Yves Michot, PDG de l'Aérospatiale, commente cette restructuration dans un entretien au *Monde*. p. 17

Colères dans les Balkans

A Belgrade comme à Sofia, les manifestants réclament le départ des anciens communistes. p. 2

Football : l'ambition africaine

L'Afrique espère désormais remporter la Coupe du monde, déclare au *Monde* le président de la Confédération africaine de football. p. 20

L'autoroute de la Maurienne

Ce tronçon permettra de relier l'Europe du Nord à l'Italie du Sud. p. 11

Histoire de brigadiers

Un jeune historien français a profité de l'ouverture des archives de Moscou pour approfondir l'histoire de ces 35 000 volontaires partis défendre la République espagnole. Entretien. p. 14

L'art cinétique de Soto à Paris

Une centaine d'œuvres de l'expérimentateur vénézuélien sont exposées à la Galerie du Jeu de paume. p. 25

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 380 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 114 - 7,00 F



Le mystère des 283 clandestins naufragés au large de la Grèce

ATHÈNES de notre correspondant

Depuis plus de dix jours, les autorités grecques enquêtent en vain sur une mystérieuse affaire dont on ne sait si elle a fait ou non 283 victimes, des immigrés clandestins asiatiques qui se seraient noyés dans la nuit de Noël, quelque part en mer, entre Malte et la Sicile.

Alertée par des habitants, la police grecque a arrêté le 30 décembre, près d'Ermioni, un petit port au nord-est du Péloponnèse, 107 clandestins sri-lankais, pakistanais et indiens. Débarqués par un navire « négrier », le *Johan*, battant pavillon hondurien, ils se croyaient en Italie. Onze d'entre eux ont alors raconté une épouvantable odyssée révélée le 4 janvier par le quotidien grec *Ethnos*. Ils ont affirmé qu'ils avaient été témoins du naufrage du *Franship*, un autre vaisseau « négrier » qui transportait 312 immigrés asiatiques en provenance d'Alexandrie, en Egypte. Le *Johan* aurait provoqué volontairement ce naufrage. Vingt-neuf naufragés ont été recueillis par le *Johan*, tandis que les autres, dont le capitaine grec du *Franship*, ont disparu. Le *Johan* a débarqué cinq jours

plus tard, près d'Ermioni, les 143 autres immigrés qu'il transportait. La police grecque en a arrêté pour l'instant 107, qui ont été répartis dans diverses prisons du Péloponnèse.

Le centre opérationnel du ministère de la marine marchande a averti les centres de sauvetage de Rome et de La Valette. Ces derniers n'ont, jusqu'à présent, repêché aucun corps. La capitainerie du port de Lampedusa, petite île italienne située entre Malte et la Tunisie, dont l'activité principale est le contrôle du canal de Sicile en raison des arrivées continues d'immigrés clandestins, a assuré qu'elle n'avait pas entendu parler d'un naufrage. Les autorités maltaises ont indiqué qu'une collision avait eu lieu au large de Malte à la veille de Noël, mais entre un bateau grec et un navire maltais. Trois personnes, un Maltais et deux Grecs, ont été officiellement portées disparues à la suite de la collision. « Dans leurs témoignages, les clandestins ont parlé de près de 300 disparus. Nous aurions dû retrouver des corps, ce n'est pas normal », a relevé un responsable du ministère grec de la marine marchande, doutant de la véracité des témoignages.

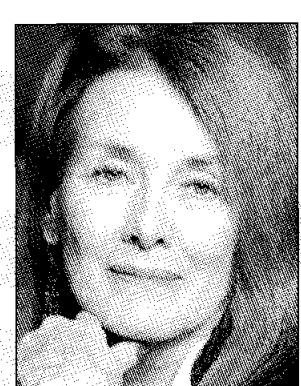
Interpol a été alertée. Un procureur de

Nauplie, près d'Ermioni, a engagé, le 9 janvier, des poursuites pour « meurtres avec pré-méditation et violation de la loi sur les étrangers » contre quatre Grecs (deux mécaniciens du *Johan*, un Grec de Malte et un repris de justice spécialisé dans le trafic de main-d'œuvre), contre sept étrangers - dont le capitaine libanais du *Johan*, qui se trouverait en Roumanie -, et contre des supposés complices indiens et pakistanais. Le procureur a confié le sinistre dossier à un juge d'instruction.

Selon *Ethnos*, le naufrage serait dû à « une guerre de négriers ». Le *Johan*, qui a probablement changé de nom depuis, aurait voulu mettre fin à la concurrence du *Franship* et l'aurait « attaqué pour le couler ». Les clandestins sri-lankais ont expliqué qu'ils avaient payé 5 000 dollars (environ 25 000 francs) à un bureau spécialisé de Colombo pour gagner un pays européen. Ils ont joint Le Caire par avion puis Alexandrie, où ils ont payé de nouveau 1 000 dollars à un Grec qui les a embarqués à bord du mystérieux *Franship*, disparu avec 283 hommes à bord.

Didier Kunz

ANNIE ERNAUX



LA HONTE
◆
« JE NE SUIS
PAS SORTIE
DE MA NUIT »

GALLIMARD

Le Nicaragua en proie aux incertitudes

TERRE de volcans et de séismes destructeurs, le Nicaragua est de nouveau en proie à des convulsions politiques alors que le président élu le 20 octobre, avec 51 % des suffrages exprimés, vient de prendre ses fonctions vendredi 10 janvier, dans un climat tendu.

Ignorant les multiples appels au dialogue lancés par le nouveau chef de l'Etat, Arnoldo Aleman, depuis sa victoire, le chef du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), Daniel Ortega, qui dirigea le pays entre 1979 et 1990, a appelé ses partisans à mener la vie dure au nouveau gouvernement « illégitime ». Il a expliqué le 10 janvier que la lutte « pour défendre l'Etat de droit » se déroulerait « au Parlement mais aussi dans la rue, si nécessaire, dans la montagne ».

Le commandant Ortega reproche à M. Aleman et à l'Alliance libérale d'avoir eu recours à la fraude pour remporter les élections, pourtant validées par la plupart des observateurs internationaux, en particulier l'Organisation des Etats américains, l'Union européenne et le Centre Jimmy Carter.

Le candidat du FSLN avait adopté une attitude similaire en 1990, lors de sa première défaite électorale face à Violeta Chamorro. A l'époque, on ne donnait pas cher du gouvernement

de Mme Chamorro, qui ne contrôlait aucun des principaux instruments de l'appareil d'Etat. L'armée, la police, les services de renseignement et le pouvoir judiciaire restèrent en effet sous la coupe des sandinistes, qui conservent encore aujourd'hui leur emprise sur une bonne partie de ces secteurs.

Daniel Ortega et son frère, le général Humberto Ortega, qui dirigea l'armée jusqu'en février 1995, conjuguèrent leurs efforts pour rendre la vie impossible aux nouvelles autorités, dans l'espérance de convaincre les Nicaraguayens de porter une nouvelle fois les sandinistes au pouvoir en 1997.

Les anciens rebelles antisandinistes de la Contra, qui avaient été démobilisés dans le cadre des accords de paix de 1989, reprirent rapidement les armes, estimant qu'ils avaient été trahis par Mme Chamorro. Sept ans après, il reste encore près de cinq cents paysans armés dans le nord du pays, mais le problème est en voie de résorption, et M. Aleman s'est engagé à négocier leur démobilisation dans les plus brefs délais.

Bertrand de la Grange

Lire la suite page 16

L'histrion des Lettres



JEAN-EDERN HALLIER

IL N'A PAS réussi à égaler ses modèles, Chateaubriand ou Hugo, mais il a occupé la scène médiatique pendant plus de trente ans. Jean-Edern Hallier, « révélateur » de la société, auteur probable d'un détournement de fonds destinés à la résistance chilienne puis de pamphlets contre François Mitterrand, prenait volontiers la posture du personnage abject.

Lire page 26

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Agenda	24
Société	8	Abonnements	24
Régions	11	Météorologie	24
Carnet	12	Mots croisés	24
Horizons	13	Culture	25
Entreprises	17	Communication	28
Finances/marchés	19	Radio-Télévision	29